

Communiqué de presse

Etude de la Confédération: la route génère une plus-value de 46 milliards de francs

Le bon côté de la médaille

Berne, 27.07.06 – Il y a six ans déjà, routesuisse – Fédération routière suisse FRS a prouvé avec une étude scientifique ce que l'administration fédérale confirme officiellement aujourd'hui: le trafic routier privé ne génère pas seulement des coûts, mais aussi un grand bénéfice pour l'économie nationale.

Dans le cadre de la discussion excessivement théorique sur ladite vérité des coûts dans les transports, **routesuisse** (anciennement Fédération routière suisse FRS) avait présenté au public en mars 2000 déjà une étude scientifique estimant le bénéfice économique du trafic routier en Suisse. Cette étude était arrivée à la conclusion que sans la croissance du trafic routier entre 1980 et 1995 le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse aurait été inférieur de 28 milliards de francs en 1995. Cette somme équivalait à environ 7,5% du PIB helvétique.

Selon une étude scientifique non encore publiée effectuée par la Confédération, mais dont les principales conclusions ont déjà été révélées par le journal dominical «SonntagsZeitung», le résultat de l'étude des associations routière est non seulement confirmée, mais largement dépassé: en 2001, le trafic routier aurait ainsi apporté environ 46 milliards de francs à la création de plus-values en Suisse, donc 11% du PIB. Si on déduit de ce montant les cinq milliards de coûts externes calculés par la Confédération, il reste toujours un bénéfice confortable de 41 milliards générés par la route!

Selon l'enquête de la Confédération dont les résultats seront probablement publiés cet automne, le trafic routier et ferroviaire suisse a produit en 2001 une plus-value pour un total de 52,5 milliards de francs (route: environ 46,1 milliards; rail: environ 6,4 milliards). Par rapport au rail (12%), le mode de transport routier a donc apporté environ 88% du bénéfice économique calculé. Cette proportion est même supérieure à la part que le trafic routier assume depuis plusieurs décennies à la totalité des prestations de transport (80% de la répartition modale). Néanmoins, le trafic routier n'a reçu en 2001 qu'environ 25% – part calculée sur la base de 100 km-transport – des investissements publics qui sont allés cette même année à l'infrastructure routière et ferroviaire (y compris les grands projets ferroviaires).

La publication des résultats de cette enquête de la Confédération sur le rendement des modes de transport devrait définitivement inciter les décideurs politiques au niveau fédéral et cantonal à se laisser inspirer par la création effective de plus-values du rail et de la route quand il s'agit de réaliser des infrastructures de transport répondant à la demande réelle. Car sur un point, cette étude ne laisse planer aucun doute: même si la route génère prétendument des coûts qu'elle ne couvre pas elle-même, elle apporte une contribution notable à la croissance économique du pays. En d'autres termes, chaque franc investi dans la route rapporte gros dans l'intérêt de l'économie nationale.